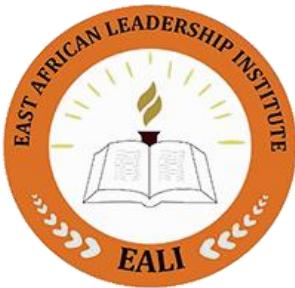


EAST AFRICAN LEADERSHIP INSTITUTE (EALI)



Le savoir pour bâtir le futur

TERMES DE REFERENCES RELATIFS AU RECRUTEMENT D'UN CONSULTANT INTERNATIONAL POUR LA RÉALISATION D'UNE ÉTUDE DE BASE

East African Leadership Institute (EALI) en collaboration avec l’Institut des Sciences Agronomiques du Burundi (ISABU) avec le financement du Centre de Recherches pour le Développement International (CRDI - Canada) désirent recruter un Consultant international pour mener une étude de base du Projet de Recherche intitulé « ETUDE DES SYSTEMES DE PRODUCTION ET D'APPROVISIONNEMENT INCLUSIFS ET DURABLES POUR L'ALIMENTATION SCOLAIRE SAINTE AU BURUNDI ».

1. CONTEXTE

Le Burundi est aussi caractérisé par des fortes inégalités de genre en matière d'accès aux ressources chez les femmes (Fertilisants, la terre,...), des aléas climatiques, entraînant ainsi des faibles performances du secteur agro-pastoral (HCR, 2021, PNUD, 2021).

La cantine scolaire au Burundi a vu le jour depuis les années 1960 avec les interventions du PAM aux Ecoles à régime d'internat. En 2013, la philosophie de la cantine scolaire est passée du concept d'intervention d'urgence en intervention de développement pour s'approvisionner en produits locaux afin de constituer un marché permanent des petits producteurs regroupés dans des coopératives ou associations de production agricole. En 2016, il a été créé une Direction Nationale des Cantines Scolaires ayant pour encrage institutionnel au niveau du Cabinet du Ministre. Le 14/11/2018, le Gouvernement burundais a validé et a endossé le Programme National d'Alimentation Scolaire comme outil d'orientation stratégique et de dialogue avec les Partenaires au Développement notamment la Banque Mondiale, les Pays-Bas, etc. Ces partenaires au Développement contribuent en hauteur de 75 % du budget total utilisé dans les cantines scolaires contre 25 % de l'Etat (MINEDUC, 2024). En 2021, le Burundi a adhéré au sein de la coalition Mondiale des Repas Scolaires. Le Programme National d'Alimentation Scolaire (PNAS) intervient en faveur de 991 Ecoles Fondamentales à travers 9 provinces du Pays sur un total de 2750 ECOFO, soit un taux de couverture nationale de 36 % (MINEDUC, 2024). La durée du Programme PNAS est de 15 ans, jusqu'en 2032, mais renouvelable.

Malgré l'importance que revêt de l'alimentation scolaire, plusieurs défis s'observent :

-La dépendance des achats des produits locaux à l'extérieur du pays : 60 % des achats externes des aliments consommés dans les cantines scolaires contre 40 % d'achats des produits locaux internes : D'après les résultats de la pré-enquête menés auprès du Ministère de l'Education Nationale et de la Recherche Scientifique en particulier au niveau de la Direction des Cantines scolaires, ces 60 % d'achats externes se justifient par :

- (i) une production nationale alimentaire insuffisante par rapport à la demande locale ;
- (ii) une faible qualité des produits locaux qui ne remplissent pas les standards régionaux ou internationaux (méconnaissance des techniques de conservation des produits agricoles chez les exploitants agricoles, présence d'aflatoxines dans les céréales et d'autres insectes, petites dimensions grains, manque ou insuffisance de produits fortifiés pour certaines farines ou huiles, ...);
- (iii) Les fluctuations des produits vivriers à base desquels se reposent l'alimentation scolaire à cause de changement climatique et accès limité des exploitants agricoles aux intrants agricoles (semences de qualité, fertilisants, pesticides,) ;
- les ruptures des stocks à cause des importations qui prennent beaucoup de temps et des procédures de passation des marchés lentes;
- manque de coordination intersectorielle des organisations de productions agricoles ou coopératives œuvrant tout au long de la chaîne de valeur agricole ;
- des fortes inégalités du genre en matière d'accès aux intrants agricoles surtout aux groupements de femmes, jeunes et groupes vulnérables comme les personnes vivant avec le handicap, etc.;
- mécanismes de financement défaillants au Burundi: accès limité des petits exploitants agricoles aux credit, etc. (MINEDUC, 2024 ; Nations unies Burundi, 2023 ; GCNF, 2022);
- manque de données sur les mécanismes d'approvisionnement, peu de données crédibles sur les modèles utilisés et les coûts associés, peu de donnée sur la résilience climatique, l'inclusivité et les pratiques utilisées par les différents acteurs, leur durabilité ainsi que les défis auxquels sont confrontés dans les processus des PASPL, etc. C'est pour cela que nous vons entamé ce Projet de Recherche intitulé.

II. OBJECTIFS :

2.1. Objectifs général

Améliorer la qualité nutritionnelle des repas scolaires et la résilience climatique, l'égalité des genres, l'inclusion sociale et les revenus des acteurs des systèmes alimentaires locaux par le design, le pilotage et la mise à l'échelle de systèmes d'approvisionnement alimentaire locaux et agroécologiques pour les cantines scolaires

2.2. Objectifs particuliers

- I. Établir un diagnostic des systèmes d'approvisionnement alimentaire scolaires dans 9 provinces du Burundi en s'intéressant à leurs dimensions sociales, économiques, politiques, environnementales, nutritionnelles, et d'égalité des genres et d'inclusion ;
- II. Développer, en concertation avec les acteurs et actrices locaux, des menus scolaires nutritifs et adaptés au potentiel de production et aux habitudes alimentaires des populations des 9 provinces ;
- III. Co-développer et tester, avec les producteurs et productrices, des approches innovantes, agroécologiques et inclusives qui favorisent l'égalité des genres pour améliorer la qualité du maïs, du manioc, du riz, des haricots
- IV. Co- développer des pratiques de conservation des feuilles de manioc qui conservent leur qualité nutritive et organoleptiques afin de les intégrer dans les repas des cantines scolaires à grande échelle ;
- V. Avec les parties prenantes des systèmes d'alimentation scolaire et les IMF de 9 écoles réparties dans 3 zones agroécologiques, co-développer et tester de nouveaux modèles de contractualisation qui favorisent l'approvisionnement local, agroécologique et inclusif et garantissent un approvisionnement plus régulier des cantines scolaires ;
- VI. Développer et mettre en œuvre des mécanismes de mise à l'échelle territoriale et nationale des solutions probantes à travers le partage de connaissances et l'engagement avec les parties prenantes politiques.

2.3. Principaux résultats attendus de la recherche

-Le diagnostic des systèmes d'approvisionnement alimentaire scolaires dans 9 provinces du Burundi en s'intéressant à leurs dimensions sociales, économiques, politiques, environnementales, nutritionnelles, et d'égalité des genres et d'inclusion est établi et un rapport y relative est produit;

-Au moins 3 étudiants seront formés, deux de Master et 1 de doctorat et ont obtenu leurs diplômes de Master et de doctorat;

-Des menus scolaires nutritifs et adaptés au potentiel de production et aux habitudes alimentaires des populations des 9 provinces sont élaborés en concertation avec acteurs et actrices locaux et utilisés dans les cantines scolaires;

-Les approches innovantes, agroécologiques et inclusives qui favorisent l'égalité des genres pour améliorer la santé des sols et la qualité du maïs, du manioc, du riz, des haricots sont expérimentées auprès des agriculteurs et agricultrices et un rapport un produit;

-Les pratiques de conservation des feuilles de manioc qui conservent leur qualité nutritive et organoleptiques sont étudiées et le sombe est intégré dans les menus scolaires et utilise à grande échelle et un rapport est produit;

-Les nouveaux modèles de contractualisation incluant les IMFs, les producteurs et les parties prenantes des systèmes alimentaires qui favorisent l'approvisionnement local, agroécologique et inclusif et garantissent un approvisionnement plus régulier des cantines scolaires sont testés et un rapport est produit;

-Les mécanismes de mise à l'échelle territoriale et nationale des solutions probantes à travers le partage de connaissances et l'engagement avec les parties prenantes politiques sont élaborés et partagé et un rapport est produit.

3. OBJECTIF DE LA MISSION

Réaliser une **étude de base** permettant d'établir les indicateurs de référence du projet avant sa mise en œuvre. Cette étude fournira les données de départ nécessaires pour mesurer les effets et impacts futurs du projet.

4. TÂCHES DU CONSULTANT

Le consultant sera chargé de :

- Élaborer une méthodologie détaillée pour la conduite de l'étude de base ;
- Collecter et analyser les données primaires et secondaires ;
- Identifier les indicateurs socio-économiques, nutritionnels, environnementaux et de genre pertinents ;
- Rédiger un rapport complet présentant les résultats de l'étude de base et les recommandations ;
- Présenter les résultats lors d'un atelier de validation.

5. PROFIL RECHERCHÉ

- Diplôme de niveau **Master ou Doctorat** en sciences agronomiques, nutrition, agroéconomie ou domaines connexes ;
- Minimum **4 ans d'expérience** dans la réalisation d'études de base, évaluations ou recherches similaires ;
- Expérience avérée dans la région des Grands Lacs (une expérience au Burundi constitue un atout) ;
- Bonne maîtrise des méthodes quantitatives et qualitatives d'enquête ;
- Excellentes capacités rédactionnelles en français ;
- Disponibilité pour effectuer la mission dans un délai de **8 jours ouvrables**.

6. CONDITIONS ET MODALITÉS

- Les **per diem et frais de transport** sur terrain et le billet d'avion du consultant seront pris en charge par EALI ;
- Les **enquêteurs locaux** seront recrutés par EALI en accord avec le consultant et les frais d'enquête seront pris en charge par l'EALI.

7. DOCUMENTS À FOURNIR

Les candidat(e)s intéressé(e)s sont invité(e)s à soumettre **par voie électronique** aux adresses suivantes :

✉@ **ernestondayi@yahoo.fr** et **bnminani@yahoo.fr**

Un dossier complet comprenant :

1. Une **lettre de motivation** ;
2. Un **curriculum vitae (CV)** détaillant les expériences pertinentes ;
3. Des **copies scannées des diplômes** ;
4. Une **offre technique** précisant la compréhension des TDR, la méthodologie, le chronogramme et les livrables ;
5. Une **offre financière** détaillée (en \$ USD).

8. CRITÈRES D'ÉVALUATION DES OFFRES

Critères	Description	Pondération (%)
Offre technique (80 %)		
Compréhension des termes de référence et pertinence de la méthodologie proposée	25 %	
Pertinence du chronogramme et du plan de travail	10 %	
Expérience du consultant dans des études similaires (preuves à l'appui)	20 %	
Compétences en analyse statistique et rédaction scientifique	10 %	
Expérience dans la région des Grands Lacs et connaissance du contexte burundais	10 %	
Offre financière (20 %)	Rapport qualité-prix et cohérence budgétaire	20 %
Total		100 %

L'offre obtenant la note technique la plus élevée après pondération sera retenue, sous réserve d'une évaluation positive de la conformité administrative et financière.

8. DATE LIMITE ET PUBLICATION

Les offres doivent être envoyées **au plus tard le 25 novembre 2025 à 23h59 (heure du Burundi)**.

Cet avis sera publié sur le **site web officiel de l'EALI** et sur d'autres plateformes de diffusion.

9. CONTACTS

Pour toute information complémentaire, veuillez contacter :

✉ ernestondayi@yahoo.fr / bnminani@yahoo.fr

🌐 Site web : www.eali.org